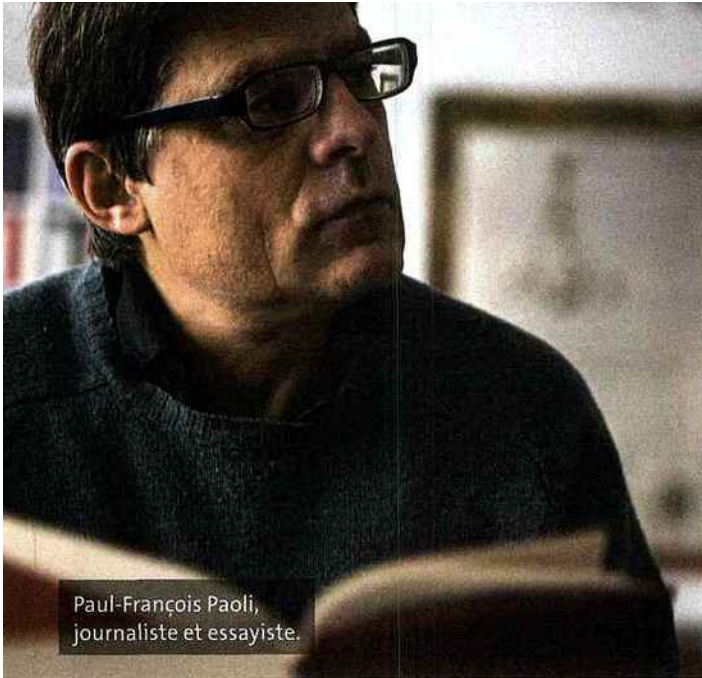
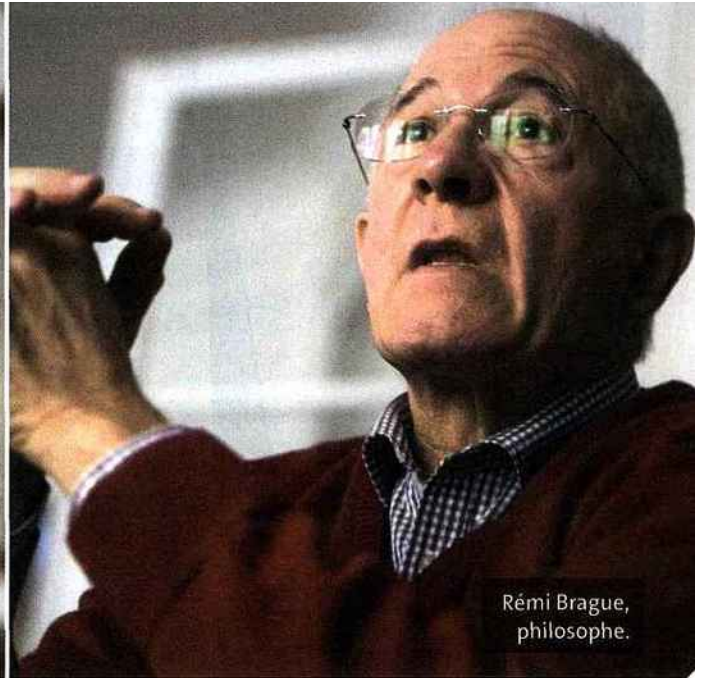




■ À LA UNE



Paul-François Paoli,
journaliste et essayiste.



Rémi Brague,
philosophe.

« La dimension religieuse de l'Europe est fondamentale »

D'où vient l'Europe? Et où va-t-elle? Dialogue entre Rémi Brague, auteur de *Modérément moderne*, et Paul-François Paoli, qui publie *Malaise de l'Occident*.

Propos recueillis par Charles-Henri d'Andigné

Pour vous, qu'est-ce que l'Europe ?

Rémi Brague - Depuis Maastricht (1992), je m'interroge sur l'essence de la culture européenne. Je me suis penché sur les rapports entre l'Europe et les civilisations voisines, avec lesquelles il est intéressant de la comparer. Pour moi, l'Europe est une certaine manière d'emprunter à des sources qu'elle a en commun avec la civilisation byzantine et l'islam, civilisations qui ont en partie les mêmes références que l'Europe : la Bible - Jérusalem -, et l'héritage grec - Athènes.

L'Europe a cette originalité de se considérer comme seconde par rapport à ces deux sources, qui lui sont extérieures. Ni Athènes ni Jérusalem ne sont à l'intérieur de l'Europe - jamais les Grecs ne sont considérés comme faisant partie de l'Europe avant le XIX^e siècle. C'est donc une identité

« excentrique », c'est-à-dire extérieure au centre de l'Europe.

Paul-François Paoli - M'inspirant de Leo Strauss, Pierre Manent, Rémi Brague ou encore Jean-François Mattei qui nous a malheureusement quittés, je dirais que l'idée d'Europe est liée à la rencontre, à la tension, entre Athènes et Jérusalem.

Et Rome ?

R. B. - Rome n'est pas une troisième source. Rome, sans être une synthèse entre Athènes et Jérusalem, permet d'en maintenir vivace la tension. La manière romaine de s'appropriier aussi bien le grec que le juif est telle que le grec comme le juif conservent comme une existence indépendante. L'Europe n'a pas digéré l'héritage grec, elle l'a inclus. Elle ne s'est pas contentée de traduire les originaux, elle s'est transportée vers la source en question. De même avec la source juive : elle ne s'est pas contentée

d'absorber le contenu de l'Ancien Testament, elle en a accepté la légitimité.

Cette particularité éclate quand on compare l'Europe à l'islam. L'islam a assimilé une bonne partie de l'héritage grec, de la mathématique à la philosophie en passant par la botanique et la médecine. Mais une fois cet héritage traduit, assimilé et sur bien des points dépassé, il a cessé d'y faire retour. Il l'a oublié. Comme s'il considérait qu'il avait atteint un point de perfection. Dans le domaine religieux, le Coran contient certes les noms des personnages clés de l'Ancien et du Nouveau Testament et raconte des histoires à leur sujet, mais sans reconnaître l'authenticité des écrits antérieurs. Les musulmans considèrent qu'ils ont été trafiqués. Donc mieux vaut ne pas les lire. Cela peut aller jusqu'à l'interdiction pure et simple, comme en Arabie ou en Algérie...

Donc la spécificité de l'Europe, c'est moins les sources grecques et chrétiennes auxquelles elle s'est abreuvée que la façon dont elle les a digérées ?

R. B. - Exactement, sauf que je refuserais le terme « digérer » ; la digestion fait perdre à ce qui est assimilé son indépendance. Quand le lion digère l'agneau, il ne reste plus d'agneau... Je préfère le terme « inclusion » : la source extérieure est maintenue, intégrée, elle n'est pas dissoute. L'héritage grec, chez nous, reste l'héritage grec, ce qui permet les renaissances ultérieures.

La construction européenne a-t-elle encore quelque chose à voir avec l'Europe telle que vous la définissez ?

R. B. - Elle était bien partie, cette construction, à la fin des années 40 : elle avait une intention morale, qui était d'en finir avec la guerre, de rendre la guerre impossible, impensable entre peuples européens, en mettant en commun ce pour quoi on s'était battu jusqu'alors, le charbon et l'acier. C'est l'idée des fondateurs, trois chrétiens (Schumann, Adenauer, De Gasperi) et un agnostique (Monnet). Cette communauté n'était donc qu'un moyen, un moyen pour assurer la paix. Or, ce qui règne aujourd'hui, dans certains cercles bruxellois, c'est l'idéologie. L'idéologie droits-de-l'homme, antiraciste, progressiste, qui en prétendant en finir avec le nationalisme arrive à nier l'idée même de nation. Je me demande si les pères fondateurs s'y reconnaîtraient. Le projet européen a été pris à l'abordage par des pirates idéologiques, qui veulent ignorer ce qui monte du peuple.

P.-F. P. - Luc Ferry, à propos de la mondialisation, a parlé d'un « processus sans sujet ». On peut reprendre l'expression pour la construction européenne qui apparaît comme un phénomène à la fois immanent, puisqu'il semble se poursuivre sans notre consentement, mais aussi transcendant, car qui le conteste est aussitôt voué aux gémonies.

Personnellement, je me sens européen, à l'instar

de Philippe Séguin qui affirmait vouloir construire l'Europe sans défaire les nations. Mais nous sommes pris dans un dilemme : soit on continue, parce qu'on a peur de ce qui adviendrait si on arrêtait ce processus, soit on veut en sortir, parce qu'on ne peut pas continuer cette machine infernale à déstabiliser les peuples. Tout honnête homme européen, aujourd'hui, est déchiré.

R. B. - Ce que vous dites me semble très intéressant. Un auteur britannique, Gray, a cette formule : nous soutenons le projet des Lumières, non parce qu'il nous plaît, mais parce que nous avons peur de ce qui se passerait si nous l'abandonnions. Je le cite dans *Modérément moderne*, car il me semble qu'on peut l'appliquer à tout le projet moderne, auquel nous ne croyons plus, mais que l'on conserve, car nous nous demandons avec crainte ce qui se passerait si on le laissait tomber ! C'est donc bien une fuite en avant.

D'ailleurs, il est frappant de constater ce renversement : au début de la construction européenne, on se demandait pourquoi il fallait admettre dans l'Europe tel nouveau pays ; aujourd'hui, on se demande pourquoi on n'admettrait pas tel pays, sommant ceux qui sont contre d'étayer leur refus. On parle de la Turquie, mais demain ce sera le Maroc, la Russie ou Israël...

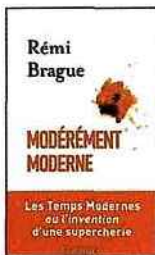
L'un des problèmes de l'Europe actuelle n'est-il pas son indétermination ? Nul ne connaît ses frontières...

R. B. - Il faut distinguer deux choses : en tant que culture, l'Europe ne peut pas avoir de frontières ; elle est amenée à rayonner, pour utiliser un mot convenu... Mais l'Union qui s'appelle européenne, elle, doit avoir des frontières. Une réalité politique sans frontière est impensable. Je ne peux pas être en paix avec mon voisin si je ne sais pas où mon jardin s'arrête et où commence le sien. Il me semble prudent de considérer que l'Europe a vocation à ne comprendre que les pays qui sont tout entiers à l'intérieur de ce que les géographes appellent l'Europe. Car le problème qui se pose aujourd'hui pour la Turquie pourrait très bien se poser demain pour la Russie. Ce qui ferait une Europe qui aurait demain des frontières communes avec le Japon... Si on prend le seul critère culturel, le meilleur candidat pour l'adhésion à l'Union européenne est la Nouvelle-Zélande ! Pays de langue anglaise, de culture gréco-latine et chrétienne... Je pense que l'Europe a fait son plein.

P.-F. P. - Ce qui n'a pas de frontière n'a pas de consistance. Pour une nation ou pour l'Europe. Surtout si l'Europe veut devenir une instance politique propre. Je pense que l'angoisse des Européens est liée, aussi, au caractère indéterminé, flou, des limites de l'Europe. Alors, faire de la religion le critère principal de l'Europe ? Mitterrand n'en était pas très loin avec sa réflexion sur les monastères.



Malaise de l'Occident. Vers une révolution conservatrice ?, par Paul-François Paoli, Ed. P.-G. de Roux 303 p., 21,76 €.



Modérément moderne, par Rémi Brague, Flammarion, 383 p., 19,95 €.



WILFRID ESTEVE - HANSLUCAS POUR FC

« Le projet européen a été pris à l'abordage par des pirates idéologiques, qui veulent ignorer ce qui monte du peuple. » (Rémi Brague)

Hélas, nos dirigeants politiques actuels n'ont aucune réflexion là-dessus. On ne peut faire l'économie de la dimension religieuse de l'Europe, quels que soient nos sentiments personnels.

La dimension religieuse de l'Europe évolue, depuis quelques dizaines d'années, avec l'arrivée de populations musulmanes. Cela change la donne.

P.-F. P. - De façon provocatrice, on pourrait se demander si l'Europe a besoin des Européens. C'est la question que semblent se poser les dirigeants européens. La vision en cours, c'est celle du citoyen du monde. Donc pourquoi ne pas remplacer les Européens par des populations venues d'ailleurs ? Le problème est qu'elles n'ont pas nos catégories « modernes » de penser ; on compte sur ces populations pour perpétuer l'Europe, alors qu'elles sont très enracinées dans leurs traditions. Il y a là un hiatus terrible ! Une fracture de civilisation à l'intérieur même de l'Europe.

R. B. - Les Européens ont du mal à penser l'islam, parce qu'ils sont encore trop chrétiens, d'une certaine manière ! Quand nous parlons de religion, nous avons à l'esprit quelque chose comme le christianisme, et nous appliquons à l'islam des catégories qui ne lui conviennent pas. Un peu comme ces moules que le pâtissier utilise sur la pâte qu'il vient d'étaler, pour dessiner une feuille ou une fleur : il applique le moule et rejette ce qui est en dehors.

Nous procédons de la même manière avec la

prière, le jeûne, le pèlerinage : ce qui dépasse, eh bien ce n'est pas du religieux, donc ce n'est pas de l'islam. Et l'on aura le culot de mettre les musulmans en demeure de rejeter ce qui dépasse notre propre conception de ce qu'est une religion. Mais au nom de quoi les musulmans régleraient-ils leurs pratiques sur des conceptions chrétiennes ? J'ai regretté que le pape ait parlé dans son exhortation apostolique de « l'islam vrai ». Est-il compétent pour parler de cela ?

P.-F. P. - La contradiction au sein de l'UE est celle qui existe entre le discours des droits de l'homme et le culturalisme, le droit à la différence culturelle. Cette contradiction la mine de l'intérieur. D'un côté, on prône les valeurs universelles des droits de l'homme et de la démocratie, et de l'autre, le droit sacré des minorités à défendre et à développer leurs propres valeurs. À nous Européens, il nous est instamment demandé d'être laïcs et universalistes, alors même que les minorités ont le droit de cultiver leurs traditions.

Il y a là une schizophrénie qui heurte le sens commun, et qui touche la gauche comme la droite. Les valeurs universelles des droits de l'homme, soit elles existent pour tous, soit ce n'est qu'une construction de l'Occident.

En outre, si on a le droit de cultiver ses traditions, pourquoi en exclure les Européens ? Par ailleurs, les musulmans ne se voient pas comme une culture particulière, mais comme les porteurs d'une culture universelle. C'est un impensé, à droite comme à gauche, encore une fois. Il y a donc un heurt, en Europe, entre plusieurs définitions de l'universel.

En ce qui concerne l'Europe moderne, vous dites, Rémi Brague, qu'elle ne va plus chercher ses références à l'extérieur d'elle-même.

R. B. - Oui, dans mon livre, je constate un certain retournement de ce qui a permis à l'Europe de subsister. À savoir qu'il fut un temps où l'Europe tirait ses ressources matérielles d'elle-même, et ses ressources spirituelles ou intellectuelles d'ailleurs. On a assisté à un retournement ironique de la situation : nous importons notre pétrole, notre uranium et même notre charbon, alors que nous ne nous référons plus qu'à nos propres réservoirs d'idées stagnantes, si je puis dire.

Les dirigeants européens semblent être devenus sourds à ce que nous disent les autres cultures. L'Amérique nous dit que l'Histoire n'est pas finie, que nous n'avons pas que des amis, et nous les traitons de cow-boys ; l'Asie nous dit qu'on ne peut pas vivre sans travailler, et nous les traitons, comme Mme Cresson, de fourmis ; le monde musulman nous dit qu'on ne peut pas subsister si on ne se reproduit pas, et nous les traitons de fondamentalistes et d'intégristes. Cette surdité des élites européennes auto-proclamées à ces messages d'autres civilisations est extrêmement dangereuse.

Et le développement des partis dits « populistes », comment l'interprétez-vous ?

P.-F. P. - Ce que l'on appelle aujourd'hui populisme, c'est un décrochage complet de toute une frange de la population qui ne possède ni la richesse matérielle ni la richesse symbolique. C'est le cas notamment de l'ex-électorat communiste qui se reporte aujourd'hui sur le FN. Par ailleurs, il y a une deuxième forme de pauvreté, celle liée à la déculturation, déculturation liée pour une part à la déchristianisation. Bref, il y a un fossé gigantesque entre l'intellectualisme de certaines élites et toute une catégorie de la population. Et Marine Le Pen, très bonne politique, utilise bien la carence du monde politique, qui ne sait plus s'adresser à ces populations.

R. B. - Non seulement « populisme » est un mot polysémique, mais c'est un mot poli... crier, un discours de flic ! La manière dont les sourds appellent ceux qui crient. C'est la façon dont les bobos appellent les gens qui ont des bobos. Il est extraordinaire que « populisme » soit devenu une insulte ! ●

Pour une Europe politique

Entretien avec Alain de Dainville, ancien chef d'état-major de la Marine, auteur de *Faut-il avoir peur de 2030 ?* (L'Harmattan).

L'Europe peut-elle encore peser stratégiquement face aux États-Unis, à la Chine, à l'Inde ?

Nous sommes à la croisée des chemins. L'Europe va-t-elle se doter d'une entité politique ou non ? S'il n'y a pas d'entité politique, on ne peut pas définir d'intérêt européen et, sans intérêts, pas de stratégie possible. La stratégie, c'est l'art de définir des moyens pour défendre des intérêts.

Aujourd'hui, tout ce qui tourne notamment autour de l'Europe de la défense, c'est du bricolage. Face aux géants que vous évoquez, nous n'existons pas ! La crise ukrainienne est très révélatrice : les choses se passent au-dessus de nos têtes, entre Russes et Américains.

Comment devenir une entité politique ?

Dans tout ce qui a uni l'Europe par le passé, et aussi ce qui l'a divisé, on peut puiser des éléments, des

repères pour se forger une identité européenne. Si cette identité émerge, fondée sur l'État de droit, sur notre histoire commune, sur un certain art de vivre, alors il peut y avoir une Europe plus politique que celle des marchands normatifs que nous vivons aujourd'hui. Mais ce qui est possible à sept ou huit est quasi impossible à vingt-huit.

Vers quel modèle pourrait-on aller ? Un modèle fédéral ?

Aujourd'hui, ces mots font peur. Mais il faut aller vers quelque chose qui ressemble à une fédération, un projet original empruntant aux modèles suisse ou américain. Notamment en s'appuyant sur les jeunes. Les jeunes sont formés à l'Europe, en allant étudier (via Erasmus) ou travailler à l'étranger. Ils sont beaucoup plus européens que les gens de ma génération, marqués par les conflits historiques.